



La planification, un angle mort à gauche ?

Xavier Dupret

Août 2018

12.244 signes

Depuis la chute du mur de Berlin, l'idée de planification économique a mauvaise presse à gauche. Or, rien, dans les faits, ne justifie un tel désaveu. On se souviendra, à ce propos, de ce que la planification ne constitue pas une approche étrangère aux entreprises multinationales.

Ni, plus globalement, au capitalisme. Des textes anciens nous le signalent. Examinons, sans plus attendre, l'un d'entre eux.

Omniprésente planification

« La planification est devenue, pour le système capitaliste, une nécessité. Parmi les nombreuses raisons qui peuvent être avancées pour justifier cette proposition, trois viennent immédiatement à l'esprit : celles qui tiennent à l'évolution du tissu industriel, celles qui résultent de l'internationalisation du processus de production, celles enfin qui prennent en compte l'accélération des mutations de toutes sortes »¹.

Aucun des facteurs identifiés par cette citation, vieille de quarante ans, n'a disparu. D'ailleurs, la planification est nommée comme telle par des académiques spécialistes du management.

¹ François Goux, *La planification capitaliste entre les multinationales et le tiers-monde*, Le Monde Diplomatique, juin 1976.

C'est ainsi que la « planification opérationnelle » fait l'objet d'études approfondies dans le cadre des techniques de management. Un ouvrage, salué comme un classique dans le domaine, annonce clairement la couleur dans son prologue : « La stratégie d'une entreprise définit son chemin futur. Elle détermine pour les années à venir les positions de marché visées et les avantages concurrentiels de l'offre et des ressources à construire. L'élaboration de la stratégie future forme ainsi une tâche importante».²

La planification constitue donc un objet d'études central dans les manuels destinés à la formation du personnel d'encadrement des multinationales. On repérera, à ce propos, une évolution syntaxique. A partir du milieu des années 1980, le terme de « management stratégique » a été préféré à celui de planification³.

Sans trop forcer le trait, l'économie moderne aurait donc été, jusqu'à cette époque, le fait d'acteurs concentrés et, à ce titre, soucieux de l'organisation permanente de leurs activités alors que la complexité de ces dernières allait grandissante. Après, que s'est-il donc passé ? A-t-on oublié d'observer un retour à la bougie et au moulin à vent qui eût pleinement justifié de jeter la planification aux oubliettes ?

Non, bien sûr. La centralisation du capital s'est, au contraire, poursuivie. Elle a, du reste, été favorisée par les mêmes déterminants qu'au XIX^{ème} siècle. A savoir, la possibilité croissante d'organiser la production en monopoles, possibilité elle-même liée au développement du crédit⁴.

Il y a 15 ans, les 100 premières entreprises multinationales représentaient 15% des emplois dans le monde, 12% des actifs étrangers, 12% des ventes dans le monde⁵. Depuis, cette tendance s'est approfondie. En 2017, 75% des industries américaines avaient expérimenté un plus haut degré de concentration au cours des deux dernières décennies⁶.

Tina est passée par là

La planification n'a donc jamais cessé d'exister car son support matériel (la centralisation du capital) n'a pas disparu comme par enchantement. Comme nous l'avons vu, des traités universitaires n'hésitent d'ailleurs pas à faire référence explicitement à la planification mais celle-ci tend à disparaître du discours accompagnant la gestion des entreprises. Ce faisant, on ne peut plus penser cette dernière comme relevant intrinsèquement d'un exercice de planification.

Disons-le tout net. Cette occultation participe d'un projet idéologique. On doit planifier mais il ne faut surtout pas que cela se sache. Les dirigeants d'entreprises planifient de plus en plus

² Rudolf Grünig Richard Küh, *Procédé de planification stratégique. Analyses, options, projets*, 2^{ème} édition, Haupt Verlag, Berne, 2018, avant-propos de l'ouvrage.

³ Rudolf Grünig Richard Küh, op.cit, p.11.

⁴ Pour plus de précisions sur les dimensions constitutives de la concentration du capital, lire Denis Collin, *Lecture du Capital de Marx*, Ed.Université Populaire d'Évreux, Évreux, 2015, pp.298-310.

⁵ Pierre Bauchet, *Concentration des multinationales et mutation des pouvoirs de l'État*, CNRS Editions, Paris, 2003.

⁶ CNUCED, *Trade and Development, Report 2017. Beyond Austerity. Towards a Global New Deal*, United Nations, Genève, 2017, p.125

tout en racontant au bon peuple la fable des forces spontanées inhérentes à « l'économie de marché » et à « la libre entreprise ». L'enjeu politique relatif à cette contradiction est fondamental. Si le fonctionnement de l'économie dépend d'un exercice de planification dans un cadre où la concurrence est de moins en moins significative, l'entrepreneur n'est plus au centre du jeu. Le caractère privé de la propriété des moyens de production peut donc être légitimement questionné. Les choses n'arrivent jamais par hasard. Cette manipulation langagière est contemporaine d'un réagencement des mécanismes d'extraction de la valeur au sein des grandes entreprises.

Un mouvement de baisse des taux de profits apparaît, à partir des années 1960, au sein des principales économies occidentales. Cette baisse va s'accroître au cours de la décennie suivante. Au début des années 1980, les taux de profit en Europe et aux Etats-Unis tombent à des niveaux inconnus depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ils se situent alors entre 14 et 15%⁷.

La réaction des classes dominantes n'a pas tardé. Elle a eu pour but de relever les taux de profit par une pression structurelle à la baisse sur les salaires. L'étalon du retour pour l'actionnaire (*shareholder value*) constitue la pierre d'angle de cette *reconquista* capitaliste.

Son avocat le plus ardent fut Jack Welch, PDG de General Electric de 1981 à 2001. Pour rétablir la part des profits, Welch recommandait, par exemple, de se débarrasser chaque année des 10% des salariés les moins productifs. Le sentiment de peur qui résulte de ce type de pratiques joue indéniablement comme un frein aux aspirations de revalorisation salariale.

Sous la direction de Jack Welch, General Electric a joué la carte des fusions-acquisitions (plus de 600 en 20 ans) et a misé à plein sur le principe du recentrage de la compagnie sur son *core business*. En déléguant à des sous-traitants des activités périphériques, General Electric a supprimé 100.000 postes de travail et est devenue un donneur d'ordres susceptible de changer de fournisseur à tout moment. La chasse aux coûts était permanente.

Entretemps, Jack Welch a fait école. L'organisation de la production capitaliste s'est, en raison du recentrage des entreprises sur leurs « métiers de base », de plus en plus caractérisée par une approche en termes de chaînes de valeur. La multiplication des fournisseurs qui en a résulté a donc nécessité un grand effort de planification.

Un modèle aujourd'hui en crise

De telles options managériales n'eussent été possibles sans un cadre macroéconomique *ad hoc*. Ce dernier va, durant les années 1980, privilégier la lutte contre l'inflation qui, c'est bien connu, mange les revenus du capital. Cette réorientation s'accompagnera d'une politique de libéralisation financière.

Celle-ci va rendre possible une mise sous pression structurelle des salariés puisque la liquidité croissante des marchés financiers permet d'échanger des actifs dans des délais de plus en plus courts. « Les importantes transformations institutionnelles qu'ont connues les marchés financiers de la planète au cours des dernières années (...) ont toutes pour finalité une liquidité des titres toujours plus grande. Il s'agit d'ouvrir les marchés (...). Ce sont de véritables

⁷ Gérard Duménil, Dominique Lévy, *Crise et sortie de crise*, PUF, Paris, 2000, p.35.

révolutions qui ont ainsi été déclenchées»⁸. Gare à l'entreprise trop peu favorable à l'actionnaire, le marché la sanctionnera vite.

Par ailleurs, la libéralisation financière va s'accompagner d'un accroissement du crédit à la consommation. Ce dernier remplacera peu à peu les augmentations salariales comme élément permettant de soutenir la consommation des ménages.

La mondialisation des années 1990 et 2000 a amplifié ces tendances mises en œuvre une quinzaine d'années auparavant au sein des grands pays développés. Les pays qui se sont alors insérés dans les rouages de l'économie mondiale ont amené beaucoup de travailleurs et peu de capital avec eux. « Avec deux fois plus de travailleurs et si peu de modifications dans la taille du stock du capital, la proportion de ce dernier par rapport au travail a chuté de près de 50% en quelques années. (...) Puisque cette proportion détermine les rémunérations du travail et du capital, il n'est pas nécessaire d'être un génie pour repérer les répercussions de cette mutation [à la baisse] sur les salaires et [à la hausse sur] les profits »⁹.

Ce modèle est entré en crise à partir de l'été 2007. Ses fragilités ont été clairement identifiées. Le rôle central de la finance au sein du néolibéralisme rend ce dernier particulièrement instable. Le roulement de la dette est crucial pour que le système puisse continuer à tourner. Faire rouler sa dette équivaut à la renouveler de façon régulière puisqu'on ne peut en rembourser le principal.

Les dettes privées qui ont longtemps constitué le moteur de l'accumulation sont alors devenues un poids mort. De coûteux plans de recapitalisations des banques suivis de gigantesques dispositifs de mise à disposition de liquidités pour les marchés ont permis de limiter la casse. En dépit des promesses de régulation du secteur financier, ce dernier a continué à avancer la bride sur le cou. Cet état de choses risque de faire à nouveau problème.

Le cas des Etats-Unis est, de ce point de vue, particulièrement emblématique. La hausse de l'investissement s'y est traduite par une augmentation du prix des actifs financiers. Celle-ci s'accompagne, comme en 2007, d'une multiplication de dangereux comportements spéculatifs. Les grandes firmes empruntent à des taux bas afin de racheter leurs propres actions plutôt que d'investir dans l'accroissement de leur capital fixe. Ce type d'opérations permet d'augmenter le bénéfice par action. Hélas, des cours entretenus de façon aussi artificielle finissent tôt ou tard par s'effondrer.

En résumé, la mondialisation néolibérale est en crise. « Le système monde moderne dans lequel nous vivons ne peut se perpétuer parce qu'il (...) ne permet plus aux capitalistes d'accumuler indéfiniment du capital (...). Nous vivons (...) une crise structurelle qui se caractérise par une lutte autour des alternatives systémiques»¹⁰.

La planification consciente et démocratique en lieu et place de la planification privée pour les actionnaires fait partie intégrante du plan de bataille.

⁸ André Orléan, *Le Pouvoir de la finance*, Ed. Odile Jacob, Paris, 1999, p.38

⁹ The Economist, 30 juillet 2005.

¹⁰ Immanuel Wallerstein, Randall Collins, Michael Mann, Georgi Derluguian, Craig Calhoun, *Le capitalisme a-t-il encore un avenir ?*, Ed. La Découverte, Paris, 2016, p.42.